

2008 : la Santé en chantiers

Après le temps de la nécessaire remise à plat des comptes de la Sécu est venu celui des réformes.

Le président de la République a pris le dossier en main.



NICOLAS SARKOZY : LA RÉFORME AU PAS DE CHARGE

Les discussions avec les principaux représentants de la profession médicale ont déjà commencé avant la trêve des confiseurs et elles devaient reprendre dès les premiers jours de 2008. Objectif premier de l'année qui vient de s'ouvrir : organiser les Etats généraux de l'organisation de la santé (EGOS) au bénéfice des assurés sociaux, pour lesquels les nouvelles franchises sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier. Des assurés que la ministre de la Santé de Nicolas Sarkozy ne veut pas laisser sans réponse sanitaire là où les départs programmés de dizaines de milliers de professionnels de santé risquent de provoquer, en banlieue comme en campagne, une offre très déficitaire en soins primaires. Animés par le Pr. Yvon Berland, président de l'Observatoire national des professions de santé et expert des questions de démographie médicale ¹, soutenu par Annie Podeur, directrice à la DHOS ², ces EGOS devront dégager le cadre général de la future négociation

conventionnelle qui se tiendra entre les syndicats médicaux et l'UNCAM ³, négociation qui promet de nouvelles batailles syndicales, comme en 1995 et au-delà. Mais la lettre de mission fixée par la ministre de la Santé va également plus loin et demande à ce que les Etats généraux « fassent émerger des propositions concrètes visant à rénover l'offre de soins de premier recours sur l'ensemble du territoire ». Au terme d'une large consultation de toutes les parties prenantes – médecins et autres professions de santé – qui débouchera sur deux rencontres (le 4 février pour les praticiens, le 8 avril pour les autres), un texte qualifié par François Fillon de « fondateur pour la modernisation de notre système de santé » devra être présenté au Parlement en juin prochain.

L'hôpital, autre priorité

Le futur texte – une nouvelle loi pour faire oublier l'échec de la précédente, du 13 août 2004, portant réforme de l'assurance-maladie – devra également intégrer la nouvelle gouvernance de la santé par les ARS (Agences régionales de santé, appelées à remplacer les actuelles Agences régionales de l'hospitalisation dans un nouvel ensemble rénové incluant d'autres structures régionales), qui auront en charge de piloter la réorganisation de l'offre territoriale de la santé, par une meilleure articulation entre ville et hôpital. Un hôpital qui n'est pas exclu des projets gouvernementaux de réforme, mais

que l'on ne souhaite toutefois pas bousculer jusqu'aux municipales, les maires étant aussi les présidents des conseils d'administration des établissements de santé. Pour l'heure, le secteur hospitalier – où la grogne monte depuis Noël dernier – est l'objet d'une autre mission, conduite cette fois par Gérard Larcher, sénateur, ancien ministre délégué à l'emploi, mais aussi ancien président de la Fédération hospitalière d'Ile-de-France. L'homme, qui connaît son sujet, a procédé depuis octobre 2007 à une quarantaine d'auditions en vue de renseigner les cinq thèmes sur lesquels sa mission aura travaillé en vue de rendre ses propositions début avril. Car, et c'est là une commande appuyée de Nicolas Sarkozy : l'année 2008 sera aussi celle de la réforme et du financement des hôpitaux. Une question prioritaire, a affirmé le chef de l'Etat à la présentation de ses vœux. Ajoutée à celle de la démographie médicale et du financement de l'assurance-maladie, 2008 promet d'être une année clé pour notre système de santé. ■

Jean-Jacques Cristofari

(1) le Pr. Berland a, au total, publié entre 2002 et 2006 cinq rapports sur le sujet de la démographie des professions de santé.

(2) Direction de l'hospitalisation et de l'offre de soins au ministère de la Santé.

(3) Union national des caisses d'assurance-maladie qui regroupe les trois principaux régimes d'AM (général, agricole et indépendants).